Corporatisme et néo-corporatisme : les instances de gestion de la carrière des enseignants depuis le XVII^e siècle

Corporatism and neo-corporatism: the management bodies of teachers' careers since the 17th century

Yves Verneuil

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3169>

DOI : 10.4000/histoire-education.3169

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 9-18

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Yves Verneuil, « Corporatisme et néo-corporatisme : les instances de gestion de la carrière des enseignants depuis le XVII^e siècle », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 145 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3169>

Corporatisme et néo-corporatisme : les instances de gestion de la carrière des enseignants depuis le XVII^e siècle

Yves Verneuil

L'historiographie s'est récemment penchée sur la représentation des intérêts sociaux dans la France contemporaine. Pierre Rosanvallon considère ainsi que l'institution, pendant la Troisième République, de soixante-dix-huit conseils supérieurs (Conseil supérieur des Beaux-Arts, Conseil supérieur de l'Assistance publique, Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, Conseil supérieur du Travail, Conseil supérieur de l'Agriculture, etc.), aurait été un moyen de pallier les carences consécutives au « modèle jacobin »¹ et de permettre, en s'abritant derrière une rhétorique de l'expertise, une représentation des intérêts sociaux auprès de l'État : au risque d'une polysynodie inefficace², ces formes d'administration consultative auraient « apporté une réponse au moins partielle aux limites de l'universalisme démocratique, tout particulièrement dans le cas français où ni la représentation pluraliste des intérêts, à l'américaine, ni la représentation des classes, à l'allemande, ne pouvaient constituer des formes légitimes d'expression de la société »³.

1 Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2004. Sur le Conseil supérieur de l'instruction publique, voir Yves Verneuil, « Corporation universitaire et société civile : les débats sur la composition du Conseil supérieur de l'instruction publique pendant la Troisième République », *Histoire de l'éducation*, n° 140-141 : Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *L'État et l'éducation en France, XIX^e-XX^e siècles*, 2014, p. 51-72.

2 Marcel Lachaze, « Le règne des conseils ou la polysynodie dans l'administration française », *Revue politique et parlementaire*, n° 478, 10 septembre 1934, p. 483-494.

3 Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 1998, p. 263.

Administration consultative et corporatisme

Les commissions servant à gérer la carrière des enseignants, dont il est question dans ce numéro, peuvent également être rangées dans l'«administration consultative»⁴. Mais leur finalité est différente : il s'agit de permettre la représentation des personnels dans les instances de régulation des carrières. Depuis l'institution du statut de la fonction publique, en 1946, ces commissions s'inscrivent dans un cadre général, celui des commissions administratives paritaires (CAP)⁵. La création de celles-ci, dans les années qui ont suivi la Libération, traduisait la volonté d'avancer dans la voie de la démocratie sociale, dont témoigne également la gestion paritaire de la Sécurité sociale. Ces réformes ont marqué une véritable inflexion du modèle social et politique français⁶. Dans la fonction publique, la place accordée aux syndicats et aux représentants des personnels a d'ailleurs conduit certains analystes à parler de «néo-corporatisme»⁷. Autrement dit, une modulation aurait été apportée au refus de toute organisation s'apparentant au corporatisme, refus qui avait caractérisé le modèle politique et social français depuis la Révolution⁸.

4 Yves Weber, *L'administration consultative*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1968.

5 Dans l'Éducation nationale, les CAP furent mises en place malgré l'opposition de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) à une stricte application aux enseignants du statut des fonctionnaires (Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003, p. 88). L'opposition à une application aux enseignants du statut des fonctionnaires n'a rien à voir avec l'«anti-statutisme» qui caractérisait les organisations syndicales membres entre les deux guerres de la Fédération des fonctionnaires (les statuts proposés alors étaient beaucoup plus restrictifs que celui institué en 1946 sous l'égide de Maurice Thorez) ; elle résulte en fait de la crainte de voir les enseignants perdre leurs avantages particuliers.

6 L'institution du Conseil national économique (CNE) avait déjà constitué une reconnaissance du rôle des syndicats entre les deux guerres. Alain Chatriot souligne que le modèle paritaire n'y avait pas été retenu (Alain Chatriot, «Les apories de la représentation de la société civile. Débats et expériences autour des compositions successives des assemblées consultatives en France au XX^e siècle», *Revue française de droit constitutionnel*, n°71, 2007, p. 535-555). Pour une étude approfondie du CNE : Alain Chatriot, *La démocratie sociale : la française : l'expérience du Conseil national économique, 1924-1940*, Paris, La Découverte, 2002.

7 Dominique Andolfatto, Dominique Labbé, «La transformation des syndicats français : vers un nouveau modèle social?», *Revue française de science politique*, vol. 56, 2006/2, p. 281-297.

8 Ce refus n'empêchait pas les réflexions de pulluler sur ce sujet : voir notamment Olivier Dard (éd.), *Le corporatisme dans l'aire francophone au XX^e siècle*, Bern, Peter Lang, 2011 ; Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, Presses universitaires de France, 2002 ; Alain Chatriot, «Un débat politique incertain : le corporatisme dans la France des années 1930», *Les Études sociales*, n°157-158, 2013/1, p. 231-244.

Égoïsme corporatif?

« Syndicats enseignants : dire qu'ils sont tout puissants ; qu'ils font la pluie et le beau temps en matière d'avancement et de promotion ». Si le *Dictionnaire des idées reçues* de Gustave Flaubert devait être actualisé, sans doute faudrait-il y insérer ces lieux communs, que les syndicats eux-mêmes n'ont d'ailleurs pas intérêt à démentir avec trop de vigueur : les adhésions risqueraient d'en pâtir. Il est possible, au demeurant, que la présence des syndicats dans les comités prenant les décisions d'avancement soit très utile à l'administration, à qui elle permet d'éviter d'avoir à fournir des explications⁹. L'administrateur civil René Cazal écrivait en 1965 : « l'on peut dire d'une manière générale que les commissions administratives paritaires fonctionnent activement et qu'elles apportent à l'administration de l'Éducation nationale une aide appréciée »¹⁰. L'avis des CAP est consultatif ; mais il est exceptionnel qu'il ne soit pas suivi. Aussi l'influence des syndicats dans la gestion du corps enseignant fait-elle l'objet de considérations parfois fantasmatiques, y compris de la part des enseignants eux-mêmes. Les contempteurs du système considèrent que, du fait des barèmes négociés avec l'administration, l'avancement des enseignants (et des fonctionnaires en général) ne refléterait plus guère le mérite. Routine, perte d'esprit d'initiative, voire loi du moindre d'effort en seraient la rançon, au préjudice, bien entendu des usagers, en l'occurrence, les élèves. Si « corporatisme » il y a, ce serait donc dans le mauvais sens, celui d'une défense exclusive et égoïste des intérêts des membres de la profession.

En 1906, Jean Jaurès avait écrit, à propos du syndicalisme des fonctionnaires : « il ne s'agit pas de constituer une sorte de souveraineté corporative, démembrement de la souveraineté nationale. "L'Université aux universitaires" ou "La poste aux postiers" ne sont pas des formules socialistes, pas plus que "la mine aux mineurs". Ce n'est pas la propriété syndicale que nous voulons instituer, c'est la propriété sociale »¹¹. Jean Jaurès repoussait ce que l'on appelait au

9 Bernard Toulemonde, *Petite histoire d'un grand ministère : l'Éducation nationale*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 184.

10 René Cazal, « Les commissions administratives paritaires du personnel enseignant », in Jean-Louis Crémieux-Brilhac (dir.), *L'Éducation nationale. Le ministère, l'administration centrale, les services*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, p. 450.

11 Jean Jaurès, « Syndicats de fonctionnaires », *Revue de l'enseignement primaire et primaire supérieur*, n°27, 1^{er} avril 1906, p. 297.

XIX^e siècle la « bureaucratie », à savoir le pouvoir autonome des fonctionnaires¹² : « la devise de la République sociale sera : Ni oligarchie, ni bureaucratie »¹³, c'est-à-dire ni le pouvoir de la bourgeoisie, ni le pouvoir corporatiste des fonctionnaires. S'est-on éloigné de ces conceptions, avec l'institution des commissions administratives paritaires ? On ne peut pourtant pas dire que l'Éducation nationale serait cogérée exclusivement par l'administration et les représentants du personnel, puisque la loi du 18 mai 1946, reprenant d'ailleurs une disposition de la loi du 18 décembre 1933, a accordé une place aux représentants des associations de parents d'élèves au sein du Conseil de l'enseignement du second degré. La loi du 26 décembre 1964 introduit en outre dans le Conseil supérieur de l'Éducation nationale des représentants des organisations syndicales d'employés et d'employeurs. Cette réforme, qui a diminué la part de la représentation des enseignants, a été mal vue de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), qui a dénoncé le dessein autoritaire du pouvoir gaulliste. Mais d'un certain point de vue, elle allait pourtant dans le sens des orientations portées par les syndicats cégétistes entre les deux guerres. Conformément à la doctrine de la CGT¹⁴, le « Projet de statut organique de l'enseignement public » prônait en effet l'institution d'un « Office national d'éducation », dont la composition serait tripartite : « Il est constitué un Office national d'éducation dont la composition et le mode de désignation seront déterminés par un règlement d'administration publique. Cet office comprend en nombre égal des représentants de l'État, des représentants des techniciens de l'enseignement public et des représentants des usagers. L'Office national d'éducation est saisi pour avis de toutes les questions concernant l'enseignement public (programmes, méthodes, organisation générale des écoles) »¹⁵.

12 Pierre Rosanvallon, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 55-59.

13 Jean Jaurès, art. cit., p. 297.

14 Après la guerre, la Confédération générale du travail est en effet passée de slogans tels que « la mine aux mineurs », qui avaient prédominé avant 1914, à l'idée de « nationalisation industrialisée », qui implique une gestion tripartite (représentants des travailleurs, des consommateurs et de l'État). Cette idée de gestion tripartite est étendue à l'administration, dans le but que la collectivité, à qui seraient remis tous les grands services de l'économie moderne, ne soit pas l'État traditionnel (Georges Lefranc, *Le Syndicalisme en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1953, p. 45 ; cf. aussi Pierre Rosanvallon, « L'idée de nationalisation dans la culture politique française », *Le Débat*, n° 17, 1981, p. 5-14).

15 *Bulletin de l'enseignement primaire supérieur et professionnel*, n° 2, 25 janvier 1937, p. 9-12.

La lutte contre l'arbitraire

Cette perspective d'une gestion tripartite des services publics n'était cependant pas contradictoire, pour le personnel cégétiste, avec la revendication de l'institution de commissions paritaires pour la gestion du personnel. Il faut dire que les enseignants en particulier ne peuvent concevoir que les représentants des usagers, c'est-à-dire les parents d'élèves, s'immiscent dans les questions de nomination, d'avancement et de promotion. En revanche, ils voudraient qu'il soit mis fin au fonctionnement « bonapartiste » de l'administration, obtenir des « garanties », ce qui suppose une représentation du personnel dans les organismes de gestion des carrières. Cette revendication, qui se diffuse au début du XX^e siècle parmi les associations amicales et les syndicats d'enseignants¹⁶ comme dans le reste de la fonction publique¹⁷, évolue entre les deux guerres parmi les fonctionnaires cégétistes vers une revendication de paritarisme¹⁸. Mais que la représentation du personnel soit paritaire ou non, il s'agit, aux yeux des associations corporatives de fonctionnaires, de passer d'un fonctionnement « despotique » à un fonctionnement « démocratique » des services administratifs. Le pouvoir politique et certains responsables administratifs ont au reste pu finir par considérer que les commissions consultatives pouvaient avoir une vertu intégratrice. Comme l'a écrit Yves Weber, la fonction consultative « a évité le bouleversement révolutionnaire d'un syndicalisme intégral, rejetant le principe de la hiérarchie comme la hiérarchie pouvait rejeter le syndicalisme »¹⁹.

Dans la dénonciation, aujourd'hui courante dans une partie de l'opinion publique, des « privilèges » et de « l'immobilisme » de l'administration et des fonctionnaires, le souvenir des luttes contre l'« arbitraire » portées par les associations de fonctionnaires paraît oublié. Mettant en avant une véritable « idéologie du

16 Jacques Girault, *Instituteurs, professeurs : une culture syndicale dans la société française (fin XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

17 Charles Georgin, *L'avancement dans les fonctions publiques ; son organisation ; ses garanties. Contribution à l'étude du statut des fonctionnaires*, thèse de doctorat, sciences politiques et économiques, faculté de droit de l'Université de Paris, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1911 ; Guy Thuillier, *Bureaucratie et bureaucrates en France au XIX^e siècle*, Genève, Librairie Droz, 1980 ; Guy Thuillier, *La vie quotidienne dans les ministères au XIX^e siècle*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.

18 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Les syndicats des fonctions publiques au XX^e siècle*, op. cit., p. 63-67.

19 Yves Weber, *L'administration consultative*, op. cit., p. 46.

service public»²⁰, les organisations corporatives de fonctionnaires ont pourtant souligné le lien qui peut exister entre la neutralité de la fonction publique et la lutte contre l'arbitraire dans les nominations et les promotions. Il n'est pas interdit d'expliquer la mise au second plan de ce point de vue par la montée en puissance de l'idéologie néo-libérale²¹. On peut constater en tout cas que s'est perdu, du moins dans les ouvrages destinés au grand public, le souvenir des étapes qui ont conduit à passer d'un mode de gestion sans concertation avec le personnel à l'institution des CAP. Car les réformes de la Libération ont en fait consacré, sinon une gestion concertée de l'Éducation nationale, du moins une implication des personnels qui avait commencé à être organisée entre les deux guerres. C'est vers l'histoire oubliée de ces commissions antérieures aux CAP (parfois encore mentionnées dans des études administratives des années 1960, mais jamais étudiées d'un point de vue historique²²) que s'est tourné ce dossier, avec les contributions complémentaires de Loïc Le Bars pour les instituteurs et d'Yves Verneuil pour les professeurs de l'enseignement secondaire.

Il ne s'agit certes pas de restituer, dans l'esprit apologétique qui a été parfois celui des histoires syndicales, la mémoire des luttes menées par les personnels. Conformément au programme de la socio-histoire, il s'agit plutôt de montrer la genèse des idées et des conceptions qui ont abouti à la création d'institutions servant à administrer les hommes et les choses. Cela implique de ne pas se contenter d'une histoire administrative, mais de comprendre pourquoi ces organes ont été institués et comment ils ont évolué, en fonction des différentes conceptions sur les relations entre l'administration et les personnels. Comme l'écrivent François Buton et Nicolas Mariot, la socio-histoire tend «à la fois vers la restitution la plus fine possible des logiques de construction des institutions, au sens anthropologique du terme, et vers l'investigation la plus approfondie possible du rapport des individus (acteurs, agents...) à ces mêmes institutions»²³. Ce qui signifie qu'il faut considérer aussi le regard porté par les

20 Véronique Aubert, Alain Bergounioux, Jean-Paul Martin, René Mouriaux, *La forteresse enseignante : la Fédération de l'Éducation nationale*, Paris, Fondation Saint-Simon/Fayard, 1985, p. 41-47.

21 Sur l'influence de l'idéologie néo-libérale sur l'évolution récente du système éducatif, voir André Robert, *L'école en France de 1945 à nos jours*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2015. Une dénonciation de l'inflexion néo-libérale se trouve dans Christian Laval, *L'école n'est pas une entreprise : le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*, Paris, La Découverte, 2003.

22 Voir par exemple Georges Langrod, *La consultation dans l'administration contemporaine*, Paris, Cujas, 1972, p. 374, et Jacques Minot, *L'administration de l'Éducation nationale*, Paris, IPN, 1964, p. 260.

23 François Buton, Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 10.

organisations corporatives sur ces organes consultatifs et évaluer l'évolution des pratiques réelles.

La corporation enseignante : une idée qui traverse les âges ?

La « lutte contre l'arbitraire » a concerné toutes les associations de fonctionnaires. Dans le cas des enseignants, il existe toutefois une autre raison de se pencher sur la question de la gestion de l'avancement. On se souvient que la loi du 10 mai 1806 a fondé, sous le nom d'Université impériale, un « corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publique dans tout l'Empire ». Ainsi que le note Antoine Prost, cette loi représente la « naissance du corps enseignant, mot qui revient à chacun des deux autres articles de cette courte loi »²⁴. De fait, l'Université impériale a été fondée comme une corporation. La question se pose dès lors de savoir s'il pourrait exister une continuité, non pas institutionnelle, mais d'état d'esprit, qui conduirait de l'Université comme corporation au néo-corporatisme qui caractériserait depuis la Libération la gestion du corps enseignant. Autrement dit, le souvenir de cette Université conçue comme une corporation autonome a-t-il pu favoriser le rapide bon fonctionnement des CAP dans l'Éducation nationale²⁵ ? Une telle question conduit à rappeler l'importance des mythes fondateurs. Comme le souligne Philippe Savoie, « cette construction [qu'est l'Université impériale] est le fait du pouvoir politique et non du corps enseignant lui-même, comme l'avait été celle de l'Université de Paris au Moyen Âge. [...] La nouvelle Université est une corporation fictive, un corps intermédiaire décidé d'en haut »²⁶. N'empêche que, comme il le relève, le mythe se révèle efficace, puisqu'en 1816 il permet à Ambroise Rendu de défendre l'Université (devenue royale), en la plaçant dans la continuité de l'ancienne Université de Paris. Alors, entre l'Université médiévale et *L'Université syndicaliste*

24 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1867*, Paris, Colin, 1968, p. 25.

25 L'Association des administrateurs civils écrit en 1956 : « Le fonctionnement des CAP est satisfaisant au Ministère de l'Éducation nationale. Par contre tel n'est pas le cas au Ministère de l'Agriculture, les CAP ayant dégénéré en simples organes d'enregistrement de décisions prises au préalable en Conseil des Directeurs. Il en est de même au Ministère de l'Industrie et du Commerce où le fonctionnement des CAP n'est plus qu'une comédie » (*Bulletin de l'Association générale des administrateurs civils*, n° 71, février 1956, p. 7, cité par André Tiano, *Les traitements des fonctionnaires et leur détermination (1930-1957)*, Paris, Éditions M.-Th. Génin, 1957, p. 302).

26 Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire, 1802-1914*, Lyon, ENS Éditions, 2013, p. 43.

(titre du bulletin du SNES), peut-on discerner un même idéal dans le mode de gestion des personnels? La question est moins artificielle qu'il ne paraît, si l'on accepte de reconnaître l'importance, sinon de la mémoire (une mémoire enseignante existe au travers des organisations corporatives et il serait possible de montrer qu'en 1945 certains syndicalistes font encore référence aux idées qui constituent le fond de l'idéologie universitaire du XIX^e siècle), du moins des mythes structurants. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de franchir la coupure traditionnelle entre histoire moderne et histoire contemporaine et, dans le prolongement des travaux de Marie-Madeleine Compère²⁷, de s'interroger sur les continuités (au moins au niveau des représentations), par-delà les régimes politiques. C'est dire tout l'intérêt de la contribution de Boris Noguès qui, partant de l'étude du tribunal de la faculté des arts de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles, montre le refus des professeurs des collèges de basculer d'une communauté d'égaux à un corps hiérarchisé.

De la commission à la profession

Dans son étude sur les instituteurs, Bertrand Geay souligne que le paritarisme a contribué à «la perception unifiante du groupe professionnel par la gestion des carrières»²⁸. De fait, les commissions sur l'avancement sont un lieu de reconnaissance par l'administration, mais aussi par la profession elle-même, qui s'auto-contemple à travers l'examen de ses propres membres. Ces commissions contribuent donc, comme l'a souligné André Robert, au «processus de professionnalisation» des enseignants²⁹, et cela même si les enseignants seraient plutôt à ranger, selon Amitai Etzioni, parmi les «semi-professions»³⁰ : car même

27 Marie-Madeleine Compère, *Du collège au lycée (1500-1850)*, Paris, Gallimard/Julliard, 1985.

28 Bertrand Geay, *Profession : instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 116.

29 André Robert écrit que «la création, en 1946, d'organismes paritaires réunissant représentants du personnel et de l'Administration a constitué [...] une étape décisive dans le processus de professionnalisation des fonctionnaires» (André Robert, *Le syndicalisme des enseignants des écoles, collèges et lycées*, CNDP-La Documentation française, 1995, p. 144). Dans le cas des enseignants, sans doute les commissions consultatives instituées entre les deux guerres avaient-elles déjà contribué à ce processus de professionnalisation – et antérieurement, dès les années 1880, l'attribution, pour les professeurs de l'enseignement secondaire, d'une représentation élue au CSIP et dans les conseils académiques (1880), et, pour les instituteurs, d'une représentation élue dans les conseils départementaux (1886).

30 Amitai Etzioni, *The semi-professions and their Organizations: Teachers, Nurses and Social Workers*, New York, 1969.

paritaires, les commissions sur l'avancement ne sont que consultatives, ce qui rappelle qu'il n'y a pas vraiment de « pouvoir des pairs » et que les enseignants sont des fonctionnaires dont l'activité est surveillée par la hiérarchie.

Même si les CAP relèvent du droit public et ne s'inscrivent pas dans la logique contractuelle prônée par le syndicalisme révolutionnaire au début du XX^e siècle, le paritarisme a du reste été considéré par certains syndicalistes comme participant du schéma de la lutte des classes : pour eux, il serait le cadre d'une confrontation entre d'une part des représentants du personnel intégrés dans le mouvement ouvrier et d'autre part des administrateurs représentant l'État bourgeois. Dans ce cas, il n'est assurément plus question de corporatisme ou de néo-corporatisme. Cependant, même dans ce cas, il existe un décalage entre le discours et la pratique. Par ailleurs, en général, « le syndicalisme enseignant, à l'image de l'ensemble du syndicalisme des fonctionnaires, n'envisage pas sa relation à l'employeur de la même manière que le syndicalisme ouvrier. La notion d'un État garant de l'intérêt général imprègne les représentations syndicales »³¹.

Qu'en est-il dans l'enseignement privé, trop souvent oublié des études historiques ? Bruno Poucet rappelle ici que, du point de vue juridique, il n'existe pas de corps enseignant du privé, mais des enseignants recrutés sur la base du contrat passé entre leur établissement et l'État. On observera néanmoins que l'institution de commissions de gestion des carrières a contribué à donner une large structuration à l'enseignement privé sous contrat (alors que la loi Debré ne reconnaît que des établissements) et à constituer en pratique les enseignants du privé en une sorte de corps universitaire parallèle.

En 1984, dans un article en forme de plaidoyer pour une histoire de l'administration de l'enseignement en France, Guy Caplat avait souligné l'absence, ou presque, d'études historiques sur les organes consultatifs de l'administration de l'Éducation nationale³². Ce dossier voudrait contribuer à pallier cette lacune. Le sujet peut paraître technique ; mais, croisant histoire administrative et histoire associative (et syndicale), il est bien, à la vérité, une histoire d'hommes et de femmes. Au demeurant, on ne doit pas oublier que le but des organisations corporatives a d'abord été la défense du personnel, et, de fait, un sujet aussi technique que la gestion de l'avancement a beaucoup mobilisé les personnels.

31 Laurent Frajerman, *Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation nationale et son courant unitaire sous la 4^e République*, Paris, Syllepse, 2014, p. 229.

32 Guy Caplat, « Pour une histoire de l'administration de l'enseignement en France », *Histoire de l'éducation*, n°22, mai 1984, p. 47.

La focalisation de certaines histoires syndicales sur les questions politiques et idéologiques, au préjudice des questions dites « corporatives », ne rend donc pas compte de la réalité complexe et vivante du syndicalisme, dont on trouvera ici quelques illustrations.

Yves Verneuil

Université de Reims Champagne-Ardenne -CERHIC (EA 2616)

yves.verneuil@univ-reims.fr